



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 1^{er} juin 2026

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRIMAULT WF (GAEC)

La Jambuère
LA POITEVINIERE
49510 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES

Références : 2026_05_07a rapport-complet GAEC GRIMAULT WF

Code AIOT : 0054901536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7/05/2026 dans l'établissement GRIMAULT WF (GAEC) implanté La Jambuère - LA POITEVINIERE - 49510 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du suivi des élegacves dits IED (émissions industrielles) et dans celui de l'action nationale "Forage".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRIMAULT WF (GAEC)
- La Jambuère - LA POITEVINIERE - 49510 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES
- Code AIOT : 0054901536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de canards sur caillebotis dans 7 poulaillers et évacuation du lisier par raclage.

Le lisier est séparé puis la phase liquide est épandue sur le parcellaire autorisé et phase solide est compostée puis vendue sous une norme NFU.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif,

mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	4 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
11	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	6 mois
14	Composition du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c	Demande d'action corrective	2 mois
15	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	6 mois
16	Compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	Demande d'action corrective	2 mois
17	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Demande d'action corrective	6 mois
18	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
3	Préservation de la biodiversité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	Sans objet
4	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
5	Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
6	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
8	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
9	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
12	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
13	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
19	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les épisodes sanitaires ont généré une baisse très importante de l'activité d'élevage et les capacités financières ont été impactées.

Le suivi du compostage et la déclaration des petites modifications sont à mettre en œuvre.

Le plan d'épandage doit être actualisé et les bordereaux mis en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : La capacité de l'élevage est respectée et l'effectif présent s'élève à 38 250 canards avec les 2 % de l'accoureur, sachant que les poulaillers 3, 4 et 5 sont inoccupés pour le moment. La production est réalisée avec VOLINÉO (M. FOULONNEAU Jean-Michel) et le pourcentage de mâles est d'environ 70 %. L'élevage est désormais effectué dans 7 poulaillers et les n° 1 et 2 de 400 m ² ont été mis à l'arrêt définitif. Le premier est entièrement démonté et seul la fondation est encore présente. Pour le second, il a été conservé 2 travées pour du stockage. Il est prévu un arasement complet pour créer un espace de circulation entre la fosse géomembrane et les autres bâtiments. Les tôles sont entreposées en tas et il est prévu une évacuation chez un ferrailleur. Les silos d'alimentation sont maintenus en position verticale et les échelles amovibles ont été retirées. Il est prévu une mise au sol et une vente pour d'autres exploitants. Les poulaillers existants n'ont pas été modifiés et le fonctionnement général est identique avec une production sur caillebotis et une gestion du lisier avec séparation de phase (25-30 m ³ /h et environ 1 kg de phase solide humide par canard) et compostage. Le compostage est désormais réalisé par retournement des andains et le suivi analytique n'a pas été effectué depuis le passage de l'influenza aviaire (vide sanitaire important). Ainsi la conformité du compost vis-à-vis de la norme n'est pas démontrée et il n'existe aucune étiquette de marquage du produit fini. Selon vos propos, la totalité du compost est vendu à l'entreprise Sécher de BEAUPREAU qui

dispose de surfaces sur BÉCON LES GRANITS et ST AUGUSTIN DES BOIS, hormis 25 t vendues à un voisin. Les modifications apportées à l'installation et à son fonctionnement sont à déclarer au fur et à mesure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'entretien des abords est réalisé de manière très satisfaisante et aucun désordre n'a été constaté. La face ouest du site dispose de haies développées et correctement entretenues, tandis que la plantation (coté nord-est de La Chibardière) d'arbres est dense et forme une petite forêt. Sur les autres faces, il existe également des végétaux qui permettent une intégration paysagère très satisfaisante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
Constats : La petite forêt ainsi que les arbres disposés autour du site constituent un refuge pour le maintien d'une biodiversité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : L'entretien du sas du poulailler n° 6 est réalisé de manière très satisfaisante et aucun désordre n'a été constaté (déchets, poussières, matériels, etc). il n'a pas été constaté d'infestation d'insectes et de rongeurs (animaux et galeries) dans le bâtiment et au niveau des abords des poulaillers. L'entretien général des poulaillers et du site participe à une bonne maîtrise des infestations. Selon vos propos, la présence de quelques insectes est effective en fin de lot avec un volume important de lisier brut et la mise en route du séparateur. Le lavage des bâtiments est réalisé par vos soins (1 appareil 5 m ³ /h et 1 appareil 2 m ³ /h) et vous estimez le temps de lavage à 120 heures pour la globalité du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.
Constats : Il n'a pas été constaté de traces de lisier aux abords des poulaillers et l'évacuation s'effectue par racleurs. La fosse circulaire de réception du lisier avant séparation est couverte d'une bâche (mat central) et aucun désordre n'a été constaté visuellement. L'ouvrage ne dispose pas de regard de contrôle. La fosse géomembrane est positionnée sous un hangar et la bâche ne montre pas de signe de vétusté (stockage de la phase liquide). Le regard de contrôle est positionné à l'est de l'ouvrage et il n'existe aucun signe de pollution dans le busage. L'écoulement gravitaire s'effectue en direction de l'est du site dans un fossé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Les accès aux différents poulaillers sont aisés et goudronnés. La largeur des voies est adaptée aux engins de secours et il existe deux accès principaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

La défense externe est assurée par une réserve à incendie accessible à l'entrée principale du site (ancienne fosse en béton qui réceptionne une partie des eaux de pluie). Le volume disponible est adapté au besoin et vous procédez au renouvellement partiel de l'eau de manière régulière.

Le site dispose de 15 extincteurs et l'entretien était effectué par la société Loire incendie Sécurité. La dernière vérification a été réalisée le 15 novembre 2021 et un devis a été demandé récemment. L'absence de vérification est liée à l'épisode d'influenza aviaire et à un manque de trésorerie. Les éléments justificatifs seront à nous transmettre par retour de messagerie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques

des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.
Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Le contrôle des installations électriques a été effectué le 3 septembre 2024 par la société VERITAS et il a été relevé 35 anomalies. Les non-conformités sont à traiter par votre installateur et les éléments justificatifs sont à conserver sur site dans votre registre des risques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : Les volailles sont alimentées par le réseau privé et ils disposent de pipettes. Ce dispositif permet une optimisation du niveau de consommation. Le lavage des poulaillers est précédé d'un dé trempage (asperseur avec minuteur) permettant un gain assez conséquent de travail et il est réalisé à l'aide d'un nettoyeur haute pression. Les techniques mises en place permettent une optimisation du prélèvement et le suivi du niveau de consommation permet de s'assurer de l'absence de fuite sur le réseau privé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.

Constats :

Le forage est désormais équipé d'un compteur volumétrique (pose par la société PETITEAU) et le relevé mensuel du niveau des consommations est enregistré sur un tableur informatique.

La consommation au titre de l'année 2024 a été de 3 965 m³ et au titre de l'année 2025 de 1 861 m³.

Le réseau public est disponible en cas de nécessité (angle sud-ouest du poulailler n° 8) et le compteur est précédé d'un clapet anti retour. Ainsi, lors d'une utilisation de celui-ci, l'eau potable est dirigée vers le sas du poulailler n° 6 et il existe des vannes pour alimenter les différents poulaillers. Le sas abrite le local eau (filtration - traitement par pompe doseuse dans chaque poulailler) et la distribution s'effectue à partir de cette zone à l'aide de conduites équipées de vannes.

Une cuve tampon a été achetée (mise en service non effectuée) pour maintenir un volume disponible plus conséquent, notamment lors du lavage des poulaillers.

Pour optimiser le niveau de protection du réseau public, il est possible de mettre en place un manchon souple à raccorder en lieu et place de la vanne d'arrivée dans le sas.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé

Constats :

Le forage est positionné dans la petite forêt et au dos du hangar à fourrage. Il dispose d'une protection en béton avec couvercle et lors de la pose du nouveau compteur, une platine de protection (inox) a été mise en place sur la tête du tubage du forage. La tête dépasse du terrain naturel de manière à ne pas avoir de risque de pollution par écoulement gravitaire. La margelle de protection externe sera à mettre en place autour du busage (surface 3 m² hauteur 30 cm et pentes vers l'extérieur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Constats :

La fosse géomembrane est située sous une charpente en métal et cette couverture ne dispose pas de gouttière.

Il a été constaté une zone probable d'arrivée d'eau parasite depuis les abords de la couverture (face ouest).

Cette eau parasite augmente le volume à épandre et dilue l'effluent. La trace noirâtre est à surveiller, notamment lors d'épisode pluvieux pour s'assurer de l'introduction ou non d'eau de pluie.

Selon vos propos, il est prévu un nivelage des abords et il faudra prévoir un léger talutage ou un petit fossé le long de l'ouvrage pour éviter toute eau parasite.

Aucun désordre constaté sur les autres bâtiments.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

Constats : Aucun rejet direct d'effluent dans les eaux souterraines constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Composition du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Le plan d'épandage est constitué : - d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ; - lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ; - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ; - des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ; - du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ;</p> <p>L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats : Les terres de M. GOURDON sont désormais exploitées par l'entreprise SÉCHER et il faut signer un nouveau contrat de mise à disposition des surfaces.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p>Constats : La majorité des surfaces de M. ROBINEAU a été reprise par vos soins ainsi qu'une parcelle située à l'ouest de votre exploitation et qui était exploitée par M. MALINGE. Le relevé parcellaire doit être actualisé et il faut déterminer l'aptitude des sols à l'épandage pour la parcelle concernée. Concernant les deux îlots exploités sur JALLAIS, vous avez opté pour un épandage de compost de</p>

phase solide, car la distance est assez conséquente et il existe un voisinage proche. Le relevé parcellaire devra préciser une exclusion "épandage de phase liquide" sur les surfaces concernées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : - les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée, - la température des andains est supérieure à 55° C pendant quinze jours ou à 50° C pendant six semaines.</p> <p>Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du Code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.</p> <p>Constats : La totalité du lisier est séparé en fin de lot et il est procédé au compostage de la phase solide sous les deux tunnels. L'aération forcée est stoppée et vous avez opté pour le retournement des andains. L'inscription des dates de retournements doit être notée par lot avec le suivi des températures (relevé hebdomadaire présent). Les analyses requises par la norme choisie (critères et fréquences) doivent être remis en place dès à présent et il convient de créer une étiquette de marquage pour la cession du produit. Les mentions devant figurer sur cette dernière sont définies par la norme NFU. Pour mémoire, en l'absence de conformité du compost (ex : montée en température insuffisante ou critères analytiques supérieurs à la norme), le produit obtenu bien ayant été composté, demeure un effluent d'élevage qui reste soumis au dépôt préalable d'un plan d'épandage. Les négligences observées font suite aux épisodes sanitaires (vide sanitaire prolongé) et aux difficultés économiques engendrées, mais la vente de compost répondant à une norme, engage votre responsabilité. Les éléments justificatifs de remise en place du suivi du compost seront à nous transmettre par messagerie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</p> <p>Constats : Les toitures des poulaillers sont équipées de panneaux photovoltaïques et les plaques en fibrociment amiantées sont entreposées sur palette à proximité du hangar à fourrage. Il convient d'évacuer cette matière dans un centre autorisé et dans l'attente de celle-ci, maintenir les bonnes conditions d'entreposage actuelles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ». Sans préjudice des dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : La fosse géomembrane utilisée pour le stockage de la phase liquide doit couverte à l'aide d'une couche de paille.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.
Constats : La déclaration des émissions atmosphériques a été déposée sur le site GEREPA ainsi que le volume d'eau consommé. Les bilans réels simplifiés permettent de constater le bon niveau de performance au niveau de l'excrétion des animaux et au niveau des rejets dans l'air. Le gain en azote excrété est assez important tandis que celui du phosphore est conforme aux normes CORPEN.
Type de suites proposées : Sans suite